

AFRICAN UNION

الاتحاد الأفريقي



UNION AFRICAINE

UNIÃO AFRICANA

Addis Ababa, Ethiopia P. O. Box 3243 Tel: 5517 700 Fax: 5511299

Website: www.africa-union.org

SC13882

CONSEIL EXÉCUTIF

Vingt-sixième session ordinaire

23 – 27 janvier 2015

Addis-Abeba (Éthiopie)

EX.CL/864(XXVI)viii

Original: anglais

**RAPPORT DU SOUS-COMITÉ SUR LES QUESTIONS
ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES**

INTRODUCTION

1. La réunion du Sous-comité du Comité des représentants permanents de l'UA (COREP) sur les questions économiques et commerciales s'est tenue mardi 16 décembre 2014 au siège de la Commission de l'Union africaine. Elle a été présidée par S.E. l'Ambassadeur Susan Sikaneta, Représentant permanent de la République de Zambie et Présidente du Sous-comité.

PARTICIPATION

2. Les membres suivants du Sous-comité ont assisté à la réunion:

1. Zambie (Président)
2. Botswana
3. Tchad
4. Congo
5. Côte d'Ivoire
6. Égypte
7. Guinée équatoriale
8. Maurice
9. Sénégal
10. Sierra Leone
11. Tunisie
12. Togo

3. L'Éthiopie y a participé en tant qu'observateur.

4. La Commission était représentée par le directeur du commerce et de l'industrie, le directeur par intérim des affaires économiques et par des fonctionnaires du département de l'industrie et du commerce et du département des affaires économiques. La liste des participants est jointe en annexe I au présent rapport.

OUVERTURE DE LA RÉUNION

5. Dans son discours liminaire, la Présidente du Sous-comité a informé les États membres que l'objectif de la réunion était d'examiner les différents rapports des réunions ministérielles organisées par le département du commerce et de l'industrie et le département des affaires économiques, mettant l'accent sur les activités visant à promouvoir la transformation structurelle du continent africain grâce à l'intégration continentale, au commerce, à l'industrialisation et à la valeur ajoutée.

POINT 1 DE L'ORDRE DU JOUR: ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

6. Le Sous-comité a adopté l'ordre du jour suivant:

1. Adoption de l'ordre du jour
2. 9^{ème} Session Ordinaire de la Conférence des Ministres du Commerce (CAMOT-9): examen des documents suivants:

- a. Rapport ministériel y compris les dispositions institutionnelles Déclaration sur les questions de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC)
- b. Déclaration sur La Loi sur la Croissance et les Opportunités en Afrique(AGOA)
3. Examen du Rapport de la première Session extraordinaire de la Conférence des Ministres en charge du développement des Ressources Minières (CAMRMRD)
4. Examen du Rapport du Groupe de travail ministériel sur les sources alternatives de financement de l'Union africaine;
5. Examen du rapport sur la septième Conférence des Ministres chargés de l'Intégration (COMAI VII);
6. Questions diverses;
7. Clôture.

Point 2: CAMOT-9: Examen a) du rapport ministériel y compris les dispositions institutionnelles pour les négociations de la Zone de libre-échange continentale (ZLEC)

7. Le directeur du commerce et de l'industrie a fait une brève présentation des résultats de la neuvième Conférence des ministres du commerce de l'Union africaine (CAMOT 9) tenue les 4 et 5 décembre 2014 à Addis-Abeba (Éthiopie). Elle a souligné certaines des recommandations formulées par les ministres du commerce lors de la Conférence.

8. Dans les discussions qui ont suivi, les questions suivantes ont été soulevées par les États membres:

- i) en ce qui concerne les normes, la réunion a souligné la nécessité pour le Département du Commerce et Industrie (DTI) d'examiner les questions de normes afin que les pays africains soient en mesure de fabriquer des produits de qualité pouvant soutenir la concurrence internationale ;
- ii) en ce qui concerne l'AGOA, le Sous-comité a exprimé sa préoccupation concernant le paraphe et la signature des Accords de partenariat économique (APE) qui peuvent affecter la prorogation de l'AGOA. Cette préoccupation est née de l'observation que les États-Unis peuvent prendre leur temps avant de proroger l'AGOA puisqu'ils attendent de voir la forme finale des APE.

9. S'agissant de l'AGOA, la Commission a informé la réunion que l'administration Obama, à la date d'aujourd'hui, a pris l'engagement de reconduire l'AGOA, mais qu'il est nécessaire d'obtenir un engagement similaire du Congrès des États-Unis. La Commission a en outre informé la réunion que les ministres du commerce à cet égard avaient recommandé un engagement soutenu auprès du Congrès américain afin de s'assurer que la prorogation de l'AGOA demeure une priorité de son ordre du jour.

10. Les États membres ont également exprimé leurs préoccupations par le niveau des préparatifs de la CAMOT 9 et de la première session extraordinaire de la Conférence des ministres de l'Union africaine chargés du développement des ressources minières (CAMRMRD) organisées par le département du commerce et de

l'industrie. Le Sous-Comité a demandé des explications à la directrice sur les raisons de la planification et de la préparation inadéquates observées par les états membres. La directrice a informé la réunion que les principaux facteurs étaient liés à la proximité des deux événements majeurs ainsi que les contraintes de capacités sérieuses rencontrées par le Département. Le Sous-Comité a pris note du problème et a recommandé le renforcement de capacité du Département tant en termes de personnel que de budget.

a) Examen de la Déclaration de l'OMC

11. La réunion a pris note de la Déclaration d'Addis-Abeba sur les questions de l'OMC.

b) Examen de la Déclaration sur l'AGOA

12. La réunion a pris note de la Déclaration d'Addis-Abeba sur l'AGOA.

Point 3 : Examen du Rapport de la première session extraordinaire de la CAMRMRD

13. Le directeur du commerce et de l'industrie a présenté le rapport de la première session extraordinaire de la Conférence de l'Union africaine des ministres chargés du développement des ressources minières (CAMRMRD) tenue les 25 et 26 novembre 2014 à Livingstone (Zambie) et à Victoria Falls, Zimbabwe. Le directeur a fait une présentation sommaire du rapport et des recommandations et souligné la nécessité d'accélérer le processus d'institutionnalisation du Centre africain pour le Développement Minier (AMDC) selon les instructions des ministres.

14. La Présidente a souligné l'importance du secteur minier et a demandé à la réunion d'examiner les recommandations de la première session extraordinaire de la CAMRMRD en indiquant que le secteur minier est un secteur crucial pour la transformation structurelle économique et sociale de l'Afrique.

15. Au cours des débats qui ont suivi, les questions suivantes ont été soulevées:

- i) les préoccupations relatives à l'organisation de la conférence en particulier à l'envoi des invitations et ses implications sur le quorum; malgré l'absence de quorum, la conférence a eu lieu basée sur l'avis émis par le bureau du Conseiller juridique ;
- ii) le travail du Centre africain pour le Développement Minier (AMDC) devrait couvrir tous les domaines de développement des ressources minières tels que l'élaboration du code minier, le renforcement des capacités et la formation dans les négociations des contrats, la gouvernance, etc. ;
- iii) il était nécessaire de reformuler la recommandation (n°VI) pour éviter de créer tout malentendu, puisque la plupart des normes et initiatives de gouvernance sont internationalement reconnues. La recommandation sera ainsi libellée :

"Il est nécessaire que les États africains élaborent leurs propres critères pour les normes de gouvernance dans les secteurs minier et extractif étant donné que la plupart des initiatives actuelles externes de gouvernance n'ont pas été efficaces et, dans certains cas, peuvent être manipulées par les États membres de l'UA"

- iv) la Feuille de route pour accélérer la création du Centre africain pour le Développement Minier (AMDC) devrait être élaborée.

Recommandations

16. Les recommandations suivantes ont été faites:

- i) la mise en place de l'AMDC devrait être accélérée. À cet égard, les Statuts de l'AMDC devraient être présentés au Sommet de l'UA en juin 2015 ;
- ii) la création d'une division des ressources minières au sein du DTI devrait être examinée de toute urgence compte tenu de l'absence d'un élément si critique dans la structure organisationnelle

Point 4: Examen du Rapport du Groupe de travail ministériel sur les sources alternatives de financement de l'Union africaine

17. Le directeur par intérim des affaires économiques a présenté le rapport du Groupe de travail ministériel sur les sources alternatives de financement de l'Union africaine réuni le 10 octobre 2014 à Washington DC. (États-Unis) en marge des réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI. Le directeur par intérim a fait une présentation sommaire du rapport et souligné la principale recommandation de la réunion, qui demande aux États membres de mobiliser des ressources extérieures à leur trésorerie pour soutenir les contributions statutaires en suggérant soit l'adoption d'une taxe sur les billets d'avion pour les vols internationaux en provenance ou à destination de l'Afrique, soit un prélèvement sur les taxes d'hôtels, ou un prélèvement sur les SMS. Toutefois, les États membres peuvent décider de continuer de payer leurs contributions par des prélèvements effectués dans leur trésorerie ou toutes autres options jugées préférables.

18. Après cette présentation, le Sous-comité a décidé de ne pas examiner le rapport du Groupe de travail ministériel. Le Sous-comité n'examinera plutôt qu'un rapport de la Conférence des ministres des finances sur cette question.

Point 5: Examen du rapport sur la septième COMAI

19. Le directeur par intérim des affaires économiques a présenté le rapport et la déclaration de la septième Conférence des ministres africains en charge de l'intégration (COMAI-7) tenue les 17 et 18 juillet 2014 au Royal Swazi Convention Center à Ezulwini (Swaziland). Il a souligné l'importance pour les États membres de mettre en œuvre les recommandations axées sur le thème «Infrastructure et intégration en Afrique», la poursuite de la promotion et de la mise en œuvre de l'Agenda 2063 et la Position africaine commune sur l'Agenda de développement post-2015.

20. Après avoir examiné les recommandations de chaque session, le Sous-comité a décidé de présenter le rapport au COREP pendant la vingt-quatrième session ordinaire du Sommet de l'Union africaine (UA) en janvier 2015.

Point 6: Questions diverses

21. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le directeur du commerce et de l'industrie a informé la réunion que le département travaille en collaboration avec les partenaires au développement pour mobiliser des ressources pour le financement de projets spéciaux concernant la zone de libre-échange continental et la facilitation des échanges. Ces partenaires comprennent la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, la Banque africaine de développement, le Centre du commerce international (CCI), la Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement, le Commonwealth et l'Organisation de la Francophonie, entre autres. Le Département du Commerce et Industrie a signé un accord de programmation conjointe (JPA) avec l'Union européenne, l'USAID, DFID et la Suède pour soutenir les programmes du ministère. D'autres partenaires sont invités à se joindre au JPA. Le financement pour le budget du programme émane de ces partenaires ainsi que la Banque mondiale, la Turquie et la Corée du Sud, Le directeur a exprimé l'engagement du département à mettre en œuvre les programmes approuvés avec le soutien des États membres. La réunion a pris note des questions soulevées.

22. Le représentant du directeur du département des affaires économiques a dûment informé le Sous-comité que les questions relatives à l'Institut de statistique de l'Union africaine et au Centre panafricain de formation statistique ont été examinées au cours de la réunion du Comité des directeurs généraux des bureaux nationaux de statistique tenue du 08 au 12 décembre 2014 à Tunis. Toutefois, le rapport de cette réunion est encore à l'étude et en cours de finalisation et sera dûment soumis à la Conférence des ministres africains de l'économie et des finances en mars 2015.

23. La Présidente a souligné la nécessité d'accélérer le processus de création des deux institutions.

Point 7: Clôture de la réunion

24. Dans son discours de clôture, la Présidente a remercié tous les participants pour leur présence et leur participation active et a levé la séance.

Annexe I

LISTE DES PARTICIPANTS				
RÉUNION DU SOUS-COMITÉ DU COREP SUR LES QUESTIONS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES				
16 DÉCEMBRE 2014				
N°	NOM	PAYS/INSTITUTION	E-MAIL	TÉL.
1	Mme Benetia Chingapane	Botswana	Tumelo_c@yahoo.com	
2	M. Nzaba Jean-Michel	Congo	nzabajml@yahoo.fr.	+ 251 939860383
3	M. Tia Glegnini G.	Côte d'Ivoire	tiaglegnini@yahoo.fr	+ 251 936983513
4	Mlle. Marwa Sayed Ali	Égypte	Miroco2000@yahoo.com	+ 251 931721217
5	M. Gabino Obama Abeso Obono	Guinée équatoriale	gabinoobama@yahoo.es	+ 251 941146104
6	M. Eshete Tilahun	Éthiopie	Eshetetilahun05@gmail.com	+ 251 920291087
7.	M. Yousouf Ramjanally	Maurice	yramjanally@hotmail.com	+251911228102
8.	M. Harrveen Ramdhian	Embassy of Mauritius	Harrveen@ginmail.com	+ 251 9212082208
9	M. Ousmane Diop	Ambassade du Sénégal	diopdiplo@gmail.com	+ 251 920887182
10	M. Amos H. Coker	Ambassade de Sierra Leone	ebicahenry@yahoo.com	+ 251 113710033
11	M. Abakar Mht Ousman	Tchad	yazja@hotmail.com	
12	Mme. Mani Kondi	Togo	manikondi@ymail.com	+ 251 938958571
13	M. Naji Hamdi	Ambassade de Tunisie	Tun.addis@gmail.com	+ 251 938383282
14	S.E. l'Ambassadeur Susan Sikaneta	ZAMBIE	Zam.emb@ethionet.et	
15	M. Samson Mujuda	Zambie	mujuda@gmail.com	+ 251 937769797
16	M. Samson Novobodohoue	DEA	Bel-aubeN@africa-union.org	+ 251 923208033
17	M. Kutoati Adjewoda Koami	DEA	Adjewotak@africa-union.org	+ 251 923571858
8	Mme Theresa Watwii Ndavi	DEA	ndavit@africa-union.org	+ 251 933616556
9	Mme Selamawit Mussie	DEA	selamawitmu@africa-union.org	+ 251 11 5182672
20	M. Amadou Cisse	DEA - AUC	cisseA@africa-union.org	Ext. 2659
21	M. Dossina Yeo	DEA - AUC	dossinaY@africa-union.org	Ext. 2651
22	Mme Treasure Maphanga	DTI	MaphangaT@africa-union.org	Ext 2956
23	M. Batanai Chikwene	DTI	CHIKWENEB@africa-union.org	+ 251 912601024
24	M. Frank Mugenyi	DTI	frankM@africa-union.org	+ 251 927431487
25	M. Nadir Merah	DTI	nadirM@africa-union.org	+ 251 115182964
26	M. Lucas Warford	DTI	WarfordL@africa-union.org	+ 251 929188574

7	Mme Tarik Kassa	DTI	tarikkassa@yahoo.com	+ 251 911616769
8	M. Madibaye Djimadoubaye	DTI	madibayeD@africa- union.org	+ 251 933682938
29	M. Aly Ibourra Moussa	DTI	alyl@africa-union.org	+ 251 913117973
30	M. Salimou Bamba	DTI	salimouB@africa- union.org	+ 251 912659800
31	M. Hussein Hassan	DTI	husseinh@africa- union.org	+ 251 913134505
32	M. Chenjerai Chibaya	DTI	chibayac@africa- union.org	+ 251 913117938
33	M. Charles Chiumya	DTI - AUC	CHIUMYAC@ africa- union.org	+ 251 913790515

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository

<http://archives.au.int>

Organs

Council of Ministers & Executive Council Collection

2015

Report of the sub-committee on economic and trade matters

African Union

African Union

<http://archives.au.int/handle/123456789/4621>

Downloaded from African Union Common Repository